

Zaventem, le 5 novembre 2020

## **Chèque de consommation : le SLFP Police prend l'initiative en écrivant à la ministre de l'Intérieur avec une proposition concrète**

Début juin, le gouvernement fédéral a décidé de mettre en place un chèque de consommation. Alors qu'il n'était pas opposé à l'octroi aux membres du personnel de la police intégrée au début, il a ensuite été décidé de ne pas l'accorder en rejoignant ainsi la vision de la Fonction publique.

Vous aurez sans doute déjà entendu dire que des mesures supplémentaires de soutien à la police sont prévues dans d'autres pays voisins. Par exemple, la décision a été récemment prise aux Pays-Bas d'accorder à tous les fonctionnaires de police une prime de 300 € net. Le ministre de la Sécurité l'explique ainsi : « *En gage de la reconnaissance de la solidarité et de l'engagement dont ils ont fait preuve ces derniers temps ...* ».

Selon leur ministre, « *La charge de travail et le sous-effectif de la police sont une préoccupation majeure, et les policiers livrent une « performance surhumaine » en cette période corona.* ».

C'est une situation reconnaissable, n'est-ce pas ?

D'une part, il nous semble très logique que le gouvernement, qui est lui-même bien sûr employeur - qui introduit cette mesure d'aide justifiée et appelle et motive les employeurs à l'octroyer à ses salariés – en ouvre aussi le bénéfice à ses propres travailleurs. Il serait plutôt illogique et incohérent de faire le contraire.

D'autre part, « *l'allocation valorisante* », comme on l'appelle aux Pays-Bas, nous semble également être une expression justifiée envers la police.

C'est pourquoi le SLFP Police a de nouveau pris l'initiative d'écrire au ministre de l'Intérieur avec une proposition concrète que nous allons inscrire comme point de l'ordre du jour du Comité de négociation. Nous allons donc demander :

- D'attribuer effectivement ce chèque de consommation en tant qu'employeur, en suivant la logique que ce gouvernement a lui-même développée, à l'ensemble du personnel de la Police Intégrée ;
- De financer ce chèque avec les budgets sous-utilisés, suivant en cela l'exemple néerlandais.

Vincent **Gilles**  
**Président National**  
+32475304864

Vincent **Houssin**  
**Vice-Président National**  
+32485184952

